

Les dates-clé des premières années de la révolution syrienne

Chronologie des évènements en Syrie entre le 15 mars 2011 et le 5 juin 2013

Ce texte n'engage que son auteur.

Par [Catherine Gouëset](#) , publié le 13/03/2014 à 18 :38, mis à jour à 18 :53

Déclenchée dans la foulée des soulèvements en Tunisie et en Egypte, la contestation en Syrie s'est tout de suite heurtée à une répression implacable, qui s'est muée en une guerre dévastatrice.

15 mars 2011 : Inspirés par les exemples tunisien et égyptien, [quelques dizaines de Syriens manifestent](#), le 15 mars, à Alep, Hassakah, Deraa, Deir Ezzor, Hama et Damas. A Deraa, des enfants d'une dizaine d'années qui avaient inscrit des slogans hostiles au gouvernement sur les murs de la ville sont arrêtés quelques jours plus tôt. Leurs parents venus réclamer de leurs nouvelles sont brutalisés. Le 18, les habitants descendent dans la rue de plusieurs villes dont Deraa où 4 manifestants sont tués par les forces de l'ordre. Les manifestations s'étendent. Le 30 mars, alors que l'on compte une trentaine de morts, le président Bachar el-Assad, dénonce [une "conspiration"](#). [Le régime](#) et [la famille El-Assad, qui a fait main basse sur le pays](#), veulent garder le contrôle du pays.

8 avril 2011 : le vendredi, jour férié en Syrie devient jour de manifestation, [après la prière](#) hebdomadaire : c'est le seul rassemblement public à ne pas tomber sous le coup de la loi sur l'état d'urgence. Les forces de l'ordre tirent sur les protestataires à Deraa, [tuant 17 personnes](#). Le 10, le régime envoie pour la première fois [des chars contre les manifestants à Baniyas](#), sur la côte. Un mois après le début de la contestation, la répression a fait [une centaine de morts](#).

21 avril 2011 : Bachar el-Assad lève l'Etat d'urgence en vigueur depuis 1963 et annonce [l'autorisation des manifestations pacifiques](#). Le lendemain, les forces de l'ordre tirent sur les dizaines de milliers de Syriens qui sont descendus dans la rue, [tuant 40 personnes](#). Le 25, [Deraa est assiégée et pilonnée](#). L'armée intervient aussi à [Homs](#), à [Al Rastan](#) dans le centre du pays puis, en mai, à Hama, Jisr el-Choghour, Idleb. .. Tout en envoyant l'armée dans plusieurs villes du pays, le président syrien multiplie les promesses [d'ouvrir "un dialogue national"](#).

21 mai 2011 : le corps de [Hamzah el-Khatib](#), 13 ans, est rendu à sa famille mutilé. Il devient le symbole de la brutalité de la répression du régime contre la révolte des civils. Après [deux mois de manifestations pacifiques](#), 800 civils ont été tués. L'Union européenne impose des sanctions à Bachar el-Assad et à une vingtaine d'autres dignitaires du régime, dont [son frère Maher](#), qui commande la quatrième division mécanisée, aux avant-postes de la répression.

10 juin 2011 : les troupes syriennes interviennent à [Jisr el-Chogour](#) dans le nord-ouest du pays, où une partie de l'armée s'est ralliée aux manifestants. Des centaines d'habitants fuient en direction de la [Turquie voisine](#). C'est le début d'une vague de [réfugiés](#) qui va s'accélérer progressivement : Ils seront 35 000 dans la région en mars 2012, 700 000 en janvier 2013.

22 juillet 2011 : les manifestations sont toujours plus massives. L'opposition revendique 1,2 millions de manifestants à Deir Ezzor et à Hama. Le 31, à la veille du ramadan, [l'armée donne l'assaut sur Hama. Plus d'une centaine de civils sont tués selon l'opposition](#). Cette brutale répression [amène des dizaines de soldats à faire défection](#). Des officiers déserteurs créent l'Armée syrienne libre (ASL) qui grossit à mesure que de nouveaux militaires quittent l'armée.

7 août 2011 : le président syrien est [lâché par trois pays du Golfe](#), l'Arabie saoudite, Bahreïn et le Koweït qui rappellent leurs ambassadeurs.

2 octobre 2011 : plusieurs opposants, réunis à Istanbul, forment le "Conseil National Syrien" qui [inclut des islamistes, des libéraux, des nationalistes, ainsi que des partis kurdes et assyriens](#). Le 5 octobre, alors que la répression sanglante des manifestations a fait plus de 2700 morts depuis la mi-mars, [la Chine et la Russie](#) opposent leur veto à l'ONU à un projet de résolution condamnant la répression et menaçant Damas de "mesures ciblées".

16 octobre 2011 : première attaque commando de l'Armée syrienne libre contre [un centre des services secrets syriens](#) près de Damas.

2 novembre 2011 : la Syrie accepte le ["plan de paix" de la Ligue Arabe](#) qui prévoit le retrait de l'armée, la libération des prisonniers, l'envoi d'observateurs arabes et des négociations avec l'opposition. Dans les six jours qui suivent, [70 personnes sont tuées par le régime](#). Le 12, la Ligue arabe, suspend la Syrie de l'organisation et appelle au retrait des ambassadeurs arabes. [Le 16, c'est le tour de la France. Le 22, après le roi Abdallah II de Jordanie, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan appelle au départ du président syrien "pour le salut de \(son\) peuple, de \(son\) pays et de la région"](#).

22 décembre 2011 : les observateurs de la Ligue arabe arrivent en Syrie, après deux journées sanglantes qui ont causé [la mort de 250 personnes](#). Le bilan des violences depuis le mois de mars [a dépassé les 5000 morts, selon l'ONU](#). Le 23, [des attentats à la voiture piégée](#) contre des bâtiments des services de sécurité tuent une quarantaine de personnes selon Damas. Les autorités incriminent Al Qaïda, l'opposition accuse l'Etat.

11 janvier 2012 : le [journaliste français Gilles Jacquier](#) est tué dans la ville de Homs assiégée où il se trouvait en reportage. Le mois suivant, ce sera le tour du français Rémi Ochlik des Américains Marie Colvin et Anthony Shadid. [Les journalistes étrangers mais plus encore les Syriens](#) paient un lourd tribut dans le cadre de ce conflit.

24 janvier 2012 : après le départ, le 11, de l'un des membres de la mission d'observation qui accuse le régime de "mises en scène" et de commettre des "crimes en série", tous les autres observateurs se retirent du pays et le 28, [la Ligue arabe suspend sa mission](#).

3 février 2012 : plus de 200 civils sont tués en une seule nuit lors de bombardements massifs de la [Ville de Homs](#) qui est [brutalement pilonnée par le régime](#) depuis la fin décembre 2011. Ce qui n'empêche pas, le lendemain, [la Russie et la Chine d'opposer une nouvelle fois leur veto](#) à un projet de résolution condamnant la répression.

27 mars 2012 : nommé émissaire de l'ONU pour la Syrie, Kofi Annan annonce que [Damas a accepté son plan de paix](#) qui a obtenu l'aval de la Russie et la Chine. Il prévoit l'arrêt immédiat de toute forme de violence armée, le retrait des forces syriennes des centres de population, le renoncement aux armes lourdes, et la libération des prisonniers détenus arbitrairement. [Un an après le début de la contestation](#), le bilan est lourd : plus de 8000 morts, 200 000 déplacés à l'intérieur du pays, 30 000 réfugiés.

12 avril 2012 : un cessez-le-feu entre en application. Une résolution de l'ONU prévoit [l'envoi d'observateurs](#) qui arrivent en Syrie le 15. Mais pas plus que les précédentes, [la promesse d'accalmie n'est pas tenue](#), alors que depuis le début de la révolte, on atteint le [bilan de 10 000 morts](#).

25 mai 2012 : plus d'une centaine de civils, dont de nombreux enfants sont [massacrés dans le village de Houla](#). Une dizaine de jours plus tard, un nouveau massacre a lieu à Al Kubeir, dans la même région. Les [Chabihis, milices du régime](#) sont mises en cause par l'opposition. "Le régime ne contrôle plus ses supplétifs", explique à l'Express Thomas Pierret, spécialiste de la Syrie, qui craint "une dynamique de divisions confessionnelle à la libanaise" dans cette région

de la Syrie. Après le massacre de Houla, [plusieurs pays occidentaux dont la France expulsent les ambassadeurs syriens](#).

12 juin 2012 : un rapport de l'ONU accuse Damas de tortures et d'[exécutions sommaires d'enfants](#) et révèle que les soldats syriens les utilisent comme "[boucliers humains](#)".

16 juin 2012 : les observateurs de l'ONU suspendent leur mission. Homs est à nouveau pilonnée massivement. En 15 mois, le conflit a fait plus de 15 000 morts.

22 juin 2012 : un [avion de chasse turc](#) est abattu au-dessus de la frontière avec la Syrie.

3 juillet 2012 : [Manas Tlass](#), général de la Garde républicaine syrienne et ami d'enfance de Bachar al-Assad, fait défection. Il est accueilli en France. Les désertions sont toujours plus fréquentes et la résistance armée se renforce, ce qui conduit Bachar el-Assad à parler de "situation de guerre". De fait, [son régime ne contrôle plus entièrement le territoire de la Syrie](#) : Dès que l'armée se retire d'une ville où elle est intervenue, les manifestations reprennent et les combattants de l'Armée Syrienne Libre réoccupent le terrain. Elle a perdu le contrôle de l'espace rural qui entoure les centres urbains. De nombreuses villes, et plusieurs grandes agglomérations échappent à son emprise.

15 juillet 2012 : l'Armée Syrienne Libre lance [la "bataille pour la libération" de Damas](#). Pour la première fois des hélicoptères de l'armée sont utilisés pour bombarder les quartiers rebelles. Le 20, ils lancent la bataille d'Alep, capitale économique du pays. le régime est affaibli par ces offensives, mais "le régime syrien a encore les moyens de prolonger son agonie", [explique à L'Express le politologue Ziad Majed](#), spécialiste de la Syrie.

18 juillet 2012 : un [attentat contre le bâtiment de la sécurité nationale](#) tue quatre hauts responsables du régime dont le ministre syrien de la Défense, le général Daoud Rajha et [le beau frère du président el-Assad également vice-ministre de la Défense, Assef Shawkat](#).

2 août 2012 : [le médiateur de l'ONU et de la Ligue arabe jette l'éponge](#) après cinq mois d'efforts infructueux pour tenter de résoudre la crise par la voie diplomatique. Il est remplacé par le diplomate algérien Lakhdar Brahimi. Le régime est confronté à de nouvelles défections, dont celle du [Premier ministre Riad Hijab](#), nommé à ce poste un mois et demi plus tôt.

16 septembre 2012 : dix-huit mois après le début du soulèvement contre le régime de Bachar el-Assad, plus de 27 000 personnes ont péri dans les violences, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Mais malgré sa supériorité militaire, [le régime est incapable de reprendre le dessus](#).

26 septembre 2012 : un [attentat à la bombe](#) frappe des bâtiments des services de sécurité et le bureau du vice-président Farouk al-Chareh à Damas, le Palais de Justice et le siège de l'Etat major. La multiplication des attentats contre des cibles sécuritaires est revendiquée par le [Front de soutien Al Nosra](#), un groupe djihadiste formé au début de l'année 2012. Minoritaire au sein de la rébellion, la [mouvance djihadiste](#) profite de la radicalisation du conflit pour avancer ses pions.

3 octobre 2012 : [la Turquie bombarde des cibles en Syrie](#) en représailles à des tirs d'obus qui ont tué cinq civils dans le village turc frontalier d'Akçakale. Cette localité est située près du [poste frontière de Tall al-Abyad, tombé aux mains des rebelles en septembre](#). La tension est vive entre Damas et Ankara accusé de soutenir les rebelles. Les [régions kurdes](#) frontalières de la Turquie ne sont plus contrôlées par l'armée qui s'en est retirée au cours de l'été -pour libérer des troupes afin d'affronter les rebelles dans les autres régions et [faire pression sur la Turquie](#).

12 novembre 2012 : l'opposition s'unifie pour accélérer la chute du régime. Les opposants signent un accord sur la formation d'une "[coalition nationale](#)" [élargie](#). Le cheikh Ahmad Moaz

Al-Khatib, est élu président de cette "Coalition nationale syrienne des forces de l'opposition et de la révolution" et Georges Sabra, chef du Conseil National Syrien (CNS), vice-président. Le lendemain, [la France reconnaît la Coalition Nationale Syrienne](#) comme "seul représentant légitime du peuple syrien et futur gouvernement provisoire". Les combats, et les bombardements de l'armée syrienne, particulièrement violents [dans la banlieue de Damas](#) font plus de 100 morts par jour. Début décembre, [l'ONU retire son "personnel non essentiel"](#) du pays. L'Union européenne réduit sa délégation à Damas au minimum.

12 décembre 2012 : la Coalition de l'opposition syrienne reçoit à Marrakech le soutien d'une centaine de pays, dont les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne, la Turquie et les pays du Golfe, qui la reconnaissent comme représentant légitime du peuple syrien. [Les rebelles demandent la livraison d'armes](#), ce que les pays occidentaux refusent, de crainte que celles-ci ne se retrouvent aux mains de groupes djihadistes. Le régime de Bachar el-Assad qui dispose d'un [avantage disproportionné en matière d'armement](#) emploie des armes toujours plus meurtrières contre les quartiers aux mains des rebelles : après avoir envoyé des chars, des hélicoptères de combat et des avions de chasse, après avoir largué des [bombes à sous-munitions](#), il utilise [des missiles scud](#).

28 janvier 2013 : à Alep, plus d'[une centaine de corps sont repêchés dans une rivière](#). Exécutés d'une balle dans la tête, la majorité ont les mains liées derrière le dos. Les victimes identifiées sont des anciens détenus ou des disparus. La Syrie compte, selon les organisations de défense des droits de l'Homme, des dizaines de milliers de personnes disparues.

30 janvier 2013 : la guerre a fait 60 000 morts d'après les Nations unies. Ce dramatique bilan amène le chef de l'opposition syrienne, [Ahmed Moaz al-Khatib, à proposer l'ouverture de négociations](#), sous certaines conditions, avec le vice-président Farouk al-Chareh comme représentant du régime de Damas. [L'aviation israélienne bombarde un centre de recherche militaire](#) près de Damas ainsi qu'un convoi qui, selon Tel Aviv, aurait transporté des armes à destination du Hezbollah libanais, sans que l'armée syrienne ne réagisse.

12 février 2013 : un [commandant iranien des Gardiens de la Révolution est tué en Syrie](#). La République islamique est l'un des plus fidèles alliés de la Syrie aux côtés de la Russie et du Hezbollah libanais. En janvier, des rebelles avaient échangé 48 Iraniens capturés en août 2012 contre 2130 civils prisonniers.

22 février 2013 : au moins 83 personnes trouvent la mort à Damas lors d'une série d'[attentats à la voiture piégée](#). C'est la journée la plus meurtrière dans la capitale syrienne depuis le début de la révolte le 4 mars : Les rebelles syriens prennent le contrôle de [la ville de Raqqa](#) dans le nord du pays. C'est la première fois que le régime de Bachar el-Assad perd une capitale de province. Au cours du mois précédent, ils se sont emparés d'un barrage et de bases militaires dans la région.

6 mars 2013 : en deux ans, [le conflit en Syrie a fait plus d'un million de réfugiés](#), pour la moitié des enfants, annonce l'ONU.

2-3 mai 2013 : des dizaines de personnes dont des femmes et des enfants sont massacrées dans des quartiers sunnites à [Baniyas](#) et dans le village proche de Baida, en plein cœur de la région alaouite. Le nombre de victimes est estimé à au moins 145 par l'OSDH, mais certaines associations parlent de plusieurs centaines de victimes.

3 et 5 mai 2013 : [Israël mène deux raids aériens](#) sur des cibles militaires près de Damas, disant vouloir empêcher un transfert d'armes au mouvement libanais chiite Hezbollah proche de Damas.

28 mai 2013 : les ministres européens des Affaires étrangères décident d'une "levée théorique" de l'[embargo sur les armes](#) pour les rebelles. Mais aucune décision de livraison ne sera prise avant au minimum le premier août.

4 juin 2013 : la France accuse le régime d'avoir utilisé à au moins une reprise du [gaz sarin](#). Washington demande davantage de preuves. Le lendemain, Londres affirme avoir des preuves "physiologiques" de l'utilisation de ce gaz "très probablement" par le régime.

5 juin 2013 : l'armée du régime, aidée du Hezbollah libanais qui a envoyé des centaines de combattants, prend le contrôle de la [ville stratégique de Qousseir](#) aux mains des rebelles depuis plus d'un an.

La révolution à Raqqa

Le 26/01/2011, avant le déclenchement de la révolution syrienne, une manifestation a lieu à Raqqa pour protester contre l'assassinat, dans des circonstances énigmatiques, de deux soldats kurdes. On n'en trouve aucun écho dans les médias syriens.

Le 24/03/2011, un défilé pro-régime, en voiture, se déroule dans les rues de Raqqa.

Le 25/03/2011, « vendredi de la fierté », les habitants de Raqqa sortent dans la rue pour la première fois, en solidarité avec les enfants de Deraa. Un grand nombre d'agents de la Sûreté en civil infiltrent la manifestation et lancent des slogans pro-régime.

D'avril à août 2011. Durant les premiers mois de la révolution, les habitants manifestent en nombre limité. De jour comme de nuit, ils appellent à la liberté. En vertu d'alliances passées par le régime avec les chefs de tribu, les manifestants ne sont pas réprimés.

Le 16/08/2011, un groupe d'avocats, hommes et femmes, se rassemblent devant leur syndicat pour afficher leur soutien aux villes assiégées. Plusieurs d'entre eux sont arrêtés par la suite .

Le 06/11/2011, Bachar al-Assad se rend à Raqqa avec Ahmad Hassoun, Grand Mufti de Syrie, pour y accomplir la prière de l'Aïd. Depuis l'époque d'Adib Chichakli, aucun président syrien ne s'était déplacé jusque là-bas. Il tente ainsi de montrer qu'il contrôle encore le pays.

Fin 2011, la ville participe à la « grève de la dignité ». La Grève générale et la désobéissance civile sont les premières étapes de la grève de la dignité. On lance des appels à fermer les commerces et les écoles [15](#).

La journée du 15/12/2011 est proclamée « Volcan de Raqqa ». Raqqa, la ville d'Haroun al-Rachid, sera révolutionnaire et non pas neutre. Des manifestations ont lieu partout dans la ville, appelant à la chute du régime. Manifestation nocturne, 25/12/2011. La Sûreté ouvre le feu à balles réelles, blessant de nombreux manifestants, tandis que d'autres sont arrêtés.

15 décembre 2011 : Manifestation du [jour « Volcan de Raqqa »](#)

La colère populaire augmente à mesure que croît le niveau de violence et que les arrestations se multiplient. Progressivement, le mouvement pacifique se transforme en confrontation

armée. La fin du mois de décembre 2011 voit la création de plusieurs katibas (bataillons) de l'ASL qui se donnent pour mission de protéger les manifestants.

Le 15/01/2012, les observateurs de la Ligue arabe visitent Raqqa. Ils sont accueillis par des manifestations massives, réprimées par la Sûreté à coups de gaz lacrymogène.

En février 2012, les blindés du régime entrent pour la première fois à Raqqa afin de réprimer les manifestations.

Le 15/03/2012, jour du premier anniversaire de la révolution, marque une transformation importante à Raqqa. Les manifestants prêtent le serment de la révolution. Les habitants défilent dans les rues en grand nombre. Le régime, qui ne s'y attendait pas, rétorque par des tirs à balles réelles. L'activiste Ali al-Babinsi, un jeune homme de dix-sept ans, est tué. Il devient le premier martyr de la ville. Le lendemain, 16/03/2012, ses funérailles se transforment en la plus importante manifestation qu'ait connue la ville depuis le début de la révolution. La Sûreté tire à feu nourri sur les manifestants désarmés, faisant plus d'une dizaine de victimes. Ce massacre, qu'on appellera « massacre de l'horloge », est resté ignoré d'une majorité de Syriens.

Le 16/04/2012, l'ensemble des katibas du gouvernorat de Raqqa s'unissent. Un Conseil militaire se forme, qui conduit les batailles contre les forces du régime. Celles-ci se retirent des faubourgs de la ville et se concentrent dans leurs sièges militaires et sécuritaires. Communiqué de formation du Conseil militaire à Raqqa :

En août 2012, Raqqa accueille des milliers de familles déplacées en provenance des autres gouvernorats syriens, surtout celui de Deir Ezzor, qui a fait l'objet d'une violente attaque du régime. Les loyers augmentent après l'arrivée des habitants de Deir Ezzor.

Début septembre 2012, les affrontements s'intensifient entre les forces du régime et les factions d'opposition – ASL et Front al-Nosra.

En février 2013, le front Al Nosra parvient à prendre le contrôle du barrage du Baath et du barrage de l'Euphrate, les deux plus importants de Syrie.

Le 04/03/2013, le régime perd le contrôle de la ville. Raqqa devient ainsi le premier chef-lieu du pays à lui échapper. Les manifestants mettent aussitôt à bas la statue de Hafez al-Assad. Le lendemain, le régime riposte en envoyant des missiles Scud et ses Mig. La population continue à sortir massivement dans la rue.

Les factions d'opposition – dirigées par le Front al-Nosra et Ahrar al-Cham (Hommes libres de Syrie) – mettent la main sur tous les bourgs et villages du gouvernorat, qui représente 10% de la superficie du pays. Il passe en quasi-totalité sous leur contrôle, à l'exception du siège de la dix-septième division et de l'aéroport militaire de Tabqa. Les forces du régime restent concentrées sur ces deux sites, d'où elles bombardent le voisinage à l'aide de l'artillerie et de l'aviation. Cette situation ne prendra fin qu'avec leur chute ultérieure aux mains de l'État Islamique.

Pendant que le régime bombarde Raqqa (mai 2013), l'État Islamique commence à imposer progressivement son autorité aux habitants. En juin 2013, il enlève un certain nombre d'activistes civils et arrête des membres de l'opposition armée. La peur s'empare de la ville.

Les lieux où les jeunes se réunissent doivent fermer, les Conseils locaux commencent à être paralysés.

Le 29/07/2013, le père Paolo Dall'Oglio est enlevé, alors qu'il vient d'arriver à Raqqa pour assurer une médiation visant à faire libérer deux journalistes français détenus par l'État Islamique. Son sort reste inconnu environ une année, puis une source affirme qu'il a été éliminé par l'État Islamique deux heures à peine après son enlèvement.

Malgré de massives manifestations anti Daech à Raqqa appelant à la libération des centaines de personnes détenues par l'État Islamique, celui-ci impose son pouvoir à Raqqa. Il continue d'affronter les combattants du Front al-Nosra, d'Ahrar al-Cham et du Liwa' Thouwar al-Raqqa (Brigade des révolutionnaires de Raqqa), la plus grande faction de la ville. Il fait sauter le siège de cette dernière et commence à éliminer les dirigeants des autres. Les combats durent quinze jours, à l'issue desquels le Front al-Nosra et Ahrar al-Cham se retirent, laissant le Liwa' Thouwar al-Raqqa seul face à l'État Islamique.

Nous sommes en août 2013. L'EI commence alors à imposer à la ville son idéologie extrémiste : il assassine les activistes, détruit monuments et mausolées, brûle les églises, ferme les écoles et les universités. Certains noms de rues sont modifiés.

La population, déjà accablée par la violence et les crimes de l'État Islamique, continue à subir la colère du régime. Celui-ci envoie ses Mig, et bombarde également la ville à coups de barils d'explosifs et de Scuds, causant de nombreux massacres, dont celui du lycée Ibn Toufayl. Le 29/09/2013, au tout début de l'année scolaire, un raid aérien vise ce lycée situé dans la zone de la Corniche. Seize personnes perdent la vie – des mineurs pour la plupart – et des dizaines d'autres sont blessées. Human Rights Watch condamne l'utilisation de bombes à vide par le régime lors de ce raid.

L'État Islamique continue sa politique de terreur à l'encontre de ses opposants. Il détruit les cimetières musulmans et leurs mausolées. Il place les chrétiens devant trois options : payer la Jizyah, se convertir à l'Islam ou quitter la ville. Toute personne s'élevant contre lui est menacée de mort. La lapidation fait son apparition, on coupe des membres.

Le 22/03/2014, l'organisation tue un jeune homme et le crucifie place de l'Horloge, au centre-ville. Le cadavre est laissé sur place trois jours et trois nuits.

À la fin du mois de juin 2014, l'État islamique proclame « le Califat », avec Raqqa pour capitale. Il divise « la wilaya de Raqqa » en secteurs et en villes, et place un émir à la tête de chacun. Tous doivent obéir à l'émir de Raqqa.

L'EI abolit les frontières entre la Syrie et l'Irak, enrôle de nombreux enfants de la ville et les jette dans des camps d'entraînement. C'est également l'organisation qui gère les écoles, et elle change les manuels scolaires.

Le 25/07/2014, après de violents affrontements, l'EI prend le contrôle du siège de la dix-septième division des forces du régime, située dans les faubourgs nord de Raqqa.

Le 24/08/2014, l'organisation met la main sur l'aéroport militaire de Tabqa, dernier bastion des forces du régime dans le gouvernorat. Elle capture environ 250 soldats que le régime abandonne à leur sort. Ils sont alors sauvagement exécutés. Sept d'entre eux sont ensuite

décapités et leur tête est exposée sur la place al-Na'im, au centre-ville de Raqqa. Cette place sera rebaptisée plus tard « carrefour de la mort », « place de l'enfer ». Ces scènes terrorisent la population et la contraignent à se plier au pouvoir de l'organisation.

Amnesty International condamne l'EI pour ses violations majeures des droits de l'Homme, qui se hissent au niveau de crimes de guerre ou même de crimes contre l'Humanité.

En septembre 2014 se forme une coalition internationale composée de quarante pays, arabes et non-arabes, dirigée par les États-Unis. Son but est d'opérer des frappes aériennes contre l'EI, afin de ralentir sa progression et de limiter ses capacités de combat.

De nombreuses frappes visent le gouvernorat de Raqqa, atteignant des cibles non militaires – comme les réserves de céréales ou les installations de gaz de la ville – et tuant un grand nombre de civils.

Le 18/09/2014, l'organisation exécute 35 activistes et citoyens journalistes de Raqqa et les jette dans une fosse commune. Le 16/11/2014, elle tue 18 soldats syriens et un otage américain qui travaillait dans l'humanitaire. Ce dernier devient ainsi le cinquième otage étranger à avoir été assassiné par l'EI. Suite à cet événement, le 24/11/2014, la coalition mène huit raids aériens sur des sites de Raqqa. Le lendemain, 25/11/2014, l'aviation d'Assad mène dix raids supplémentaires, faisant plus de cent victimes.

Tout au long de l'année 2015, la population vit une situation humanitaire très difficile. L'EI referme son étau sur la ville, ayant recours à toutes les pratiques de violence et de torture familières au régime avant lui. Dans le même temps, la coalition mène des raids de plus en plus nombreux. Le mois de juillet 2015 est celui qui en voit le plus. Les frappes visent les infrastructures de la ville, les ponts, et des sites utilisés par l'EI comme entrepôts d'armes.

En août 2015, l'organisation commence à frapper sa propre monnaie : le Dinar d'or, le Dirham d'argent et le Fels de cuivre. Elle interdit la circulation de la monnaie syrienne.

Le 02/10/2015, l'aviation russe mène son premier raid sur Raqqa, visant un camp d'entraînement de l'EI.

Le 17/11/2015, des sites de l'EI sont visés par des missiles de croisière russes, tirés pour la première fois depuis un sous-marin.

L'événement fait suite à l'explosion d'un avion russe en Égypte, tuant 224 personnes, et revendiquée par l'État Islamique.

Fin 2015, la ville de Raqqa est toujours sous le contrôle de l'EI. Elle est quotidiennement la cible de frappes du régime, de l'aviation russe ou de la coalition internationale. Les civils continuent à en payer le prix.

Revenons au mouvement pacifique à ses débuts. Les activistes de la ville créent le Comité de coordination de Raqqa, puis son Conseil local, ainsi qu'une section de l'Union des étudiants libres, qui organise de nombreuses activités et manifestations.

Afin de couvrir l'actualité de la ville, les activistes mettent en place le Centre de la communication de Raqqa et « Raqqa al-Hadath » (Événements de Raqqa). À cela s'ajoute

« Journalistes sans frontières », Raqqa 24, et « Dans l'objectif d'un jeune de Raqqa ». Paraît également la revue « Je suis révolutionnaire », qui s'intéresse à la réalité sociale et politique du gouvernorat. Parmi les journalistes citoyens, Mohammed Nour Matar se fait connaître. Il couvre sans relâche les événements qui se produisent dans sa ville, jusqu'à sa disparition le 13/08/2013. On ne sait rien de son sort depuis. Il est l'auteur d'un court-métrage intitulé « C'est ici qu'est tombé le cauchemar ». Émerge également l'activiste Souad Nofal. Tous les jours, elle brandit devant le siège de l'EI des pancartes dénonçant les pratiques de l'organisation. Elle se voit décerner le prix tchèque Homo Homini pour les droits de l'Homme.

Un autre groupe d'activistes, en salut aux autres villes syriennes, lâche une montgolfière aux couleurs de la révolution. Le mouvement « Haqqouna » (Notre droit) œuvre pacifiquement et défend les civils.

Le regroupement « Jeunesse libre de Raqqa » se fait remarquer par ses initiatives. Il se donne pour mission de revenir à la vie ordinaire, celle que menait la ville avant que l'EI n'en prenne le contrôle. Parmi leurs actions, on peut citer « Nous n'oublions pas le sang des martyrs », où les tombes de ces derniers sont repeintes aux couleurs de la révolution. Les membres du groupe lancent également une campagne de nettoyage des rues de la ville et de l'hôpital national. On peut encore citer l'action « Je ne quitterai pas mon école », au cours de laquelle les jeunes gens rénovent vingt écoles, de façon à ce qu'elles puissent à nouveau accueillir des élèves.

La série « Timbres de la révolution syrienne » en consacre un aux jeunes gens de la société civile à Raqqa en train de nettoyer les rues de la ville.

Début 2014, des activistes lancent la campagne « On assassine Raqqa en silence », une tentative d'attirer l'attention sur leur ville marginalisée, tombée sous le joug de l'État Islamique après avoir été la première à échapper à celui du régime.

Depuis les débuts de la révolution jusqu'à la fin de l'année 2015, le Centre de documentation des violations en Syrie recense 107 victimes et 4 détenus à Raqqa. La Base de données des martyrs de la révolution syrienne fait état, quant à elle, de 1415 victimes pour la même période.